

LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA DENONCENT L'INSTRUMENTALISATION DE L'OPERATION MILITAIRE AU KM5

Bangui, 18 avril 2018 – Le gouvernement centrafricain et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), ont mis en garde mercredi à Bangui, contre toute instrumentalisation de l'opération « Sukula », lancée conjointement par la MINUSCA et les Forces de sécurité intérieures centrafricaines au KM-5, à Bangui. Au cours d'une conférence de presse conjointe, le Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Ange Maxime Kazagui et le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, ont rappelé que l'opération ne vise pas la communauté musulmane de PK5 mais les groupes armés criminels de ce quartier.

Selon le Ministre et porte-parole du gouvernement, l'opération a été lancée à la demande des habitants de ce quartier, qui sont opprimés par des brigands. « Ce n'est pas une opération qui vise les membres de la communauté musulmane, il ne faut pas faire de l'amalgame », a déclaré Ange Maxime Kazagui. Pour lui, « cette opération ira jusqu'au bout, car son objectif était d'arriver au bout des bandes armées criminelles. Cela prendra du temps, mais cela devra se faire et nous travaillons avec nos partenaires de la MINUSCA pour y arriver ».

De son côté, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a également condamné la manipulation et la désinformation sur l'objectif de cette opération ainsi que son instrumentalisation par les groupes armés, notamment le Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC). « Tous ceux qui tentent de faire de la lutte contre la criminalité au KM5, une attaque contre une communauté, ont des desseins inavoués de déstabilisation et s'accrocheraient à tout prétexte même fallacieux, pour justifier leur projet de déstabilisation. Qu'ils aient le courage d'avouer à la nation toute entière qu'ils sont les sponsors des organisations criminelles du KM5 », a dénoncé le porte-parole.

Tout en soulignant la poursuite de l'opération, le porte-parole a souligné que la MINUSCA, en collaboration avec les autorités nationales, « poursuit un dialogue constructif avec les citoyens du KM5 désireux de prévenir l'exacerbation de la violence armée dans leur quartier et dans la ville de Bangui. Lors de leur visite en République centrafricaine la semaine dernière, le Secrétaire général adjoint pour les opérations de paix, M. Jean-Pierre

La Croix, et le Commissaire paix et sécurité de l'Union africaine, M. Smail Chergui, ont rencontré ces mêmes acteurs du PK-5 ». Le porte-parole a par ailleurs annoncé l'ouverture d'une enquête interne sur les événements du 8-11 avril 2018, conduite par la police militaire, avec l'appui de la police criminelle de la MINUSCA.

Concernant l'arrivée des éléments du FPRC et MPC dans la ville de Kaga-Bandoro ainsi que les menaces sur Bangui, Monteiro a tenu à rassurer, précisant qu'ils ne constituent pas une menace tout en mettant en garde contre toute atteinte à la sécurité. « La Mission ne cèdera pas à l'intimidation et continuera, en toute impartialité, à assurer son mandat de protection des civils et des institutions et à poursuivre sa mission de restauration de l'autorité de l'Etat », a dit le porte-parole, qui a demandé à ces groupes armés de continuer de s'inscrire dans le processus de dialogue, notamment dans le cadre de l'initiative de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation, qui a le soutien sans réserve des Nations Unies et de la MINUSCA. « Plus rien ne justifie aujourd'hui le recours aux armes pour exprimer des revendications de quelque nature que ce soit », a-t-il ajouté.

Lors de la conférence de presse conjointe avec le gouvernement, la MINUSCA a salué les efforts du Cardinal, Monseigneur Dieudonné Nzapalaïnga et de l'Iman Kobine Layama qui ont abouti à la signature d'un accord de paix, la semaine dernière, entre les leaders communautaires chrétiens, musulmans et groupes armés. « Grâce à leur médiation, l'espoir de voir la page de la violence tournée à Bangassou peut devenir une réalité. La MINUSCA va continuer à appuyer les acteurs locaux de paix dans la mise en œuvre de l'accord, notamment l'arrêt des violences, la libre circulation des personnes dans la ville et le retour de tous les déplacés », a précisé le porte-parole.